

# En écoutant Louis Gallois

Posté le : 21 janvier 2018 16:02 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile  
 Catégorie: Pays en voie de développement, Crise systémique, Europe de l'est, Attitudes, hyperfiscalité, Economie et politique, Fiscalité

Louis GALLOIS, qui va fêter ses 74 ans, n'est pas seulement le titulaire des plus belles oreilles de toute la communauté des Énarques. Il en est aussi un des éléments les plus brillants. D'une famille militaire installée à Montauban par son père et issu de la bonne bourgeoisie juridique du sud-ouest par sa mère, il entre à HEC puis à l'ENA avant de devenir administrateur du Trésor. Il joue la carte socialiste, entre au PS et connaîtra le coup de booster provoqué par l'élection de F. Mitterrand, bien qu'il opte vite pour le clan Chevènementiste, le moins cynique et le plus pragmatique. Il devient Directeur de l'Industrie, un poste crucial en France, pour le carnet d'adresses qu'il fournit. Passant par toutes les cases du mécano industriel parapublic français, de la Snecma à Airbus et à la SNCF, il est devenu président du Conseil de Surveillance de Peugeot, désormais dans le giron du gouvernement et du capital Chinois.

Ses options socialistes n'ont eu que d'heureuses conséquences sur sa carrière qui a été autant soutenue par le PS que par Chirac, Juppé et Sarkozy pour s'épanouir à gauche avec Hollande et aujourd'hui Macron. L'Énarchie ne connaît pas les frontières politiques. Les étiquettes ne concernent que les électeurs qui veulent bien y croire. La haute administration affichée « de gauche » et socialiste est trans-politique. De ce point de vue-là, l'élection d'E. Macron a rendu officielle une connivence qui était factuelle depuis des décennies.

Toutes ces carrières sont menées ès qualités et jamais en fonction des résultats. La SNCF accumulera les retards qui sont aujourd'hui dénoncés. Airbus connaîtra les difficultés que l'on sait. La SNCM coulera corps et biens après Seafrance. Le fret de la SNCF s'effondrera, ainsi que la santé de la majorité des autres filiales. L'image de sérieux de Louis Gallois n'en sera pas une seconde affectée.

Son engagement précoce dans le syndicalisme, à la CFDT, lui permet une connivence assez grande avec les syndicats. La consigne gouvernementale donnée est toujours la même : pas de vagues. Il saura ne jamais faire de vagues.

Mais pas d'énarchie réussie sans compassion. Louis Gallois va devenir à la fois un des PDG les mieux payés de France et le plus engagé dans les causes sociales, suivant l'exemple de Louis Schweitzer, qui lui aussi a cumulé son engagement à gauche avec la direction très rémunératrice de Renault avant de prendre la tête de la Halde. Les deux se sont d'ailleurs succédé à certains postes. Sa vocation compassionnelle, Louis Gallois l'exerce en prenant la tête de la FNARS, fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale, qui se signale ces derniers jours en refusant l'enregistrement des immigrés clandestins qui séjournent dans ses centres.

Louis Gallois est un homme affable et sympathique, ouvert et abordable ; il n'a pas du tout l'orgueil délirant d'un Haberer par exemple.

C'est un haut fonctionnaire qui a tenu récemment un rôle éminent dans la formulation de la politique économique générale, puisque le Rapport portant son nom a fixé en partie les règles du jeu économique des gouvernements Hollande et qu'il était de la commission d'experts chargés de proposer les réformes du secteur bancaire.

Alors qu'une reprise économique modeste mais certaine est en cours, il était intéressant de l'entendre exposer ses positions sur une question qui intéresse presque exclusivement les Français et les instances économiques animées par des Français : la prospérité supporte-t-elle l'inégalité ?

La conférence a été aimable et rapide. Le thème principal : même si nous nous plaçons hors de tout contexte moral, la croissance doit être inclusive et ne laisser personne le long du chemin. Plus la croissance est lente, plus il faut être égalitaire. L'expression de M. Macron sur les « premiers de cordée » est mal venue. La théorie du ruissellement qui veut que la richesse parte de ceux qui la créent pour cascader est fautive. Il faut que la rémunération des pauvres soit toujours associée à un travail même minime car les tâches utiles sont en nombre infini, si on les subventionne, donc les sorties Hamon et Dray sont ridicules. Par exemple on peut remettre en marche les mirabelliers non rentables de la région de Metz et faire des confitures puisque les alcooliers ne veulent pas qu'on touche à leurs droits de distillation. Dans le Sud on peut faire essarter la garrigue. Ce faisant on peut éviter le chômage total de longue durée et permettre aux personnes de garder leur image d'eux-mêmes, en dépit des difficultés. Pour le reste il faut avouer qu'on a été jusqu'au bout du bout en matière de baisse des charges sociales sur le SMIC et que pourtant l'emploi ne croît pas au rythme de la reprise parce que l'enseignement et la formation professionnelle sont défaillants. Il ne faut pas cependant se décourager car même dans les banlieues il y a des tâches de dynamisme, comme Uber l'a montré. En revanche l'inégalité qui a été signalée par des rapports de l'OCDE et le FMI limite la croissance. La France n'a jamais su s'adapter depuis la crise du pétrole à la mondialisation. Cela explique l'effondrement de nos campagnes et petites villes qui ne vivent plus guère dans de nombreuses parties de la France que de transferts. Même aux États-Unis, le revenu de la classe moyenne inférieure a diminué. Donc il faut réfléchir aux inégalités et travailler à les réduire. Vive l'impôt et la solidarité et "à titre personnel, conclut le conférencier, je suis pour un impôt plus important sur les successions". La richesse doit aller à ceux qui la produisent mais pas à leurs enfants.

C'est tout ? C'est tout.

C'est gentil, mais c'est tout.

Rappelons que Louis Gallois est ce qui se fait de mieux en matière d'élite nationale, en même temps que d'énarchie compassionnelle. On est loin des petits-maîtres cupides, souvent en ménage, qui font carrière entre les postes publics, parapublics et privés, tout en cumulant tous les prébendes et privilèges possibles et imaginables, sans aucun mérite autre que de faire partie des bonnes sectes et des bons clans, parfois avec un zeste de népotisme pour corser l'affaire. On est loin des mêmes qui portent leur socialisme en bandoulière pour masquer ou alimenter leur carriérisme et leur cupidité. La sincérité de Gallois ne saurait être mise en doute. Ce brave homme veut le bien public. Nul doute là-dessus.

Comment se fait-il qu'on sorte aussi totalement déconcerté d'une telle conférence ? Après tout un petit prêche de temps à autre ne peut pas faire de mal. Qui ne peut être d'accord sur le fait que la croissance doit profiter à tous et qu'il faut faire des efforts pour atteindre cet objectif qui ne va pas de soi ?

La première raison est terrifiante : même le gratin de l'élite la plus en prise sur la formation de la décision publique n'a rien compris à la crise qui s'est formée au tournant de 1971. Rien ! Rien du tout ! ILS NE COMPRENNENT RIEN !

La baisse tendancielle de la croissance chaque décennie depuis les années soixante-dix ? « L'effet d'une baisse générale de la productivité ». C'est tout ? C'est tout ! Mais pourquoi diable la productivité se serait mise à baisser tout d'un coup ? Mystère. L'économie aurait été saisie de langueur, une forme de dépression dont on ne saurait comprendre les ressorts et qui s'imposent à

l'observateur comme au dirigeant.

L'effondrement du monde communiste et la libération soudaine de milliards d'êtres humains désireux de participer à la fête économique de « l'après-guère » ? Connais-pas !

La conjonction des deux phénomènes, avec l'apparition de déficits colossaux et d'excédents parallèles, marquant un déménagement trop rapide des moyens industriels vers les pays d'Asie et de l'est européen et l'apparition d'une économie baudruche fragile et explosive ? Sais pas !

Du coup tout devient obscur et on multiplie les contradictions.

L'effet de contagion de richesses à partir des pays riches vers les ex-pays pauvres, avec le double mouvement d'imitation et de substitution, a bien provoqué une réduction phénoménale des inégalités. Le revenu en Pologne a été multiplié par quatre chez les diplômés. Le salaire ouvrier qui était de 100 euros environ en Tchécoslovaquie est désormais de 500 euros en Tchéquie. En Chine un directeur informatique à Shanghai gagne l'équivalent de 5 000 dollars par mois, quand son homologue militaire des années quatre-vingt était à 80 dollars. La croissance massive dans ces pays a bien réduit massivement les inégalités. Le revenu médian en Pologne est revenu au tiers de celui des Français.

Cet effet de réduction des inégalités a bien eu un effet de bascule. L'occident industriel a perdu une grande partie de son industrie qui s'est concentrée notamment en Allemagne et au Japon, avant de migrer vers les Chine, les dragons asiatiques et en partie l'Inde. Et il explique pour une bonne part la baisse relative des revenus des classes moyennes aux États-Unis et en Europe. Ouvrir totalement les échanges lorsqu'il existait une telle différence de potentiel garantissait cette évolution.

Avoir mis en place un système monétaire qui a multiplié les dettes et les fait gonfler l'offre monétaire à des sommets historiques ne pouvait qu'aggraver les choses. Du coup, les salaires étant bloqués par la compétition des émergents, cette création monétaire a inondé les « actifs », faisant s'envoler les prix de l'immobilier et les cours de Bourse comme des valeurs refuges, et provoquant des crises périodiques gravissimes qui ont tout aggravé.

Pas besoin d'aller chercher plus loin la stagnation relative de l'investissement qui explique la perte de productivité., résultante plutôt que cause.

Si les « possédants » voient leurs actifs grimper en valeur du fait des déséquilibres majeurs du système financier international, vous obtenez mécaniquement une croissance de l'inégalité de fortune avec ceux qui n'ont pas d'épargne.

Les salariés des groupes qui se sont mondialisés et surtout leurs équipes dirigeantes, qui ont branché leur rémunération sur les cours de Bourse, ont vu leur revenu grimper à des sommets vertigineux alors que le salaire de base croissait beaucoup plus faiblement.

Ces inégalités auraient été bien moins grandes si la croissance mondiale n'avait pas été gâchée par les errements du système monétaire international, si les pays émergents avaient dû maintenir des balances extérieures équilibrées, ou moins déséquilibrées et si les crises périodiques avaient été moins graves.

Militer pour une réduction des inégalités revient donc d'abord à professer des réformes du système monétaire international sur une base plus équilibrée et plus coopérative.

Mais là, il n'y a plus un Énarque. Et adieu la vraie compassion.

Il ne sert à rien de constater que la croissance s'est concentrée dans les grandes villes et de retomber dans les sornettes du livre de Gravier sur Paris et le Désert Français. Ce qu'on y constate, c'est une croissance résiduelle et résistante. Si l'organisation mondiale précédente avait pu être corrigée à

temps, on aurait constaté une croissance bien plus grande et une meilleure tenue de la « France périphérique » comme on dit maintenant et une moindre difficulté pour les classes moyennes.

Il ne sert à rien de constater que partout en Occident les classes moyennes inférieures ont souffert. Mises en concurrence directe avec le milliard de personnes qui dans le monde sont sorties de l'extrême pauvreté, sans aucun frein ni aucune frontière, il ne pouvait en aller autrement.

De même la création d'une monnaie unique sans mettre en place les conditions organisationnelles d'un tel système ne pouvait qu'accroître les déséquilibres et donc les inégalités. Si d'un côté l'Allemagne prend des mesures radicales de redressement de la productivité pendant que la France fait exactement l'inverse, on s'aperçoit vite des conséquences : une pleine santé économique du côté de l'effort et un désastre du côté de la démagogie.

Le plus grand paradoxe est que Louis Gallois est bien obligé de constater que le pays qui s'en est le plus mal sorti est justement celui qui a décidé de devenir le plus lourdement imposé et qui s'est doté d'un quadrillage administratif d'une taille obscène, associé à une réglementation étouffante.

Il a bien vu les méfaits de la surimposition des capitalistes français puisqu'il dirige le conseil de surveillance d'une grande entreprise familiale dont l'actionariat familial a été ruiné par l'impôt et qu'il a fallu faute de capitaux locaux, aller chercher du capital chinois pour relever l'entreprise, avec le secours de l'état, ce qui a permis à l'énarque Gallois de disposer d'un poste, disons, bien rémunéré, qu'il n'aurait peut-être pas pu envisager dans un autre contexte fiscal.

Ne parler des inégalités qu'à l'intérieur d'un pays, sans voir la réduction des inégalités entre pays est déjà une forme de myopie. Ne pas voir que le socialisme a été la source principale de la pauvreté et des énormes inégalités de revenu dans le monde et en France, est un aveuglement. Ne pas comprendre que les délires monétaires ont jeté les économies occidentales dans des phénomènes spéculatifs grotesques et qu'il faudrait peut-être commencer à réfléchir à quelques réformes, est une forme d'inconscience. Ne pas voir que la surfiscalité française n'a profité qu'à la classe des fonctionnaires et des hauts fonctionnaires en particulier, et venir donner des leçons de morale aux « riches » est un miracle d'obscurantisme intéressé, quand ce n'est pas du cynisme.

Le ménage Parly, énarques claniques qui n'ont jamais rien prouvé, ni rien fait de particulièrement méritant, a probablement accumulé entre 500 000 et un million d'Euros de revenu pendant près de 15 ans. Sans prendre le moindre risque. Le ménage Hidalgo, selon le Parisien, a réussi à accumuler de quoi acheter un appartement boulevard Raspail de 300 m<sup>2</sup>. Valeur : 4 à 4.5 millions d'euros. Ces couples s'affichent naturellement « vraiment socialistes ». Naturellement les personnes ne sont pas en cause. Seuls comptent ici les mécanismes qui ont permis d'accumuler des fortunes sans risques ni mérites particuliers. Pour ne s'en tenir qu'à F. Parly, elle est parachutée aux élections législatives qu'elle perd. Pas de conséquence : elle revient dans le giron public. Elle va faire fortune à Air France, en quasi-faillite permanente où elle touche jusqu'à 52 000 par moi. Son mari gère les participations de l'État, dont Air France ! Conflits d'intérêts ? Elle entre à la SNCF où sous sa direction financière les dettes s'accumulent à un niveau intenable. Une hésitation de carrière ? Pas du tout. La voilà à la tête de la division « voyageurs ». Un bref instant puisque la voilà Ministre des armées. On a moqué Fillon et son épouse. Mais en comparaison, ce sont des bricoleurs et ils n'avaient pas de parachute doré en cas d'échec politique.

Les hauts fonctionnaires ne peuvent plus comme naguère, prétendre qu'ils gagnent moins que dans le privé. Ils se sont gorgés d'argent et de sinécures, simplement par captation parce que l'Énarchie est parvenue à tenir et le politique et l'administratif, ce qui est une atteinte massive à la démocratie. De même que tout le monde sait que les trois grandes crises de 74, 93 et 2 008 ont été payés par le secteur privé, le haut secteur public ayant continué à se goberger comme si de rien n'était.

En 1970 la rémunération moyenne des fonctionnaires était inférieure à celle du privé. Elle est

désormais très supérieure. De même pour les très autres rémunérations. Si on enlève les quelques entreprises du CAC 40 (où les hauts fonctionnaires sont souvent dans les conseils d'administration), les rémunérations de la haute fonction publique sont supérieures à celle des patrons, avec la particularité d'être constamment croissante et de correspondre à des fonctions sans risques.

Si on veut mener une politique de réduction des inégalités en France, il faut commencer par une réforme de la Constitution qui sépare la haute administration de la politique. On ne peut pas être élu dans une assemblée qui fixe vos conditions de rémunération et de travail.

La seconde condition est de sortir de la surfiscalité et de la suradministration, avec une réduction progressive mais massive des fonctions publiques et la suppression de statuts tellement privilégiés qu'ils font honte à ceux qui en profitent.

La troisième est de réformer le système monétaire international et le régime des échanges pour imposer qu'aucun pays n'accumule des milliers de milliards d'excédents ou de déficits.

Un chauffeur de taxi marocain expliquait ainsi la nervosité des jeunes au Maroc : quelques familles verrouillent tous les secteurs. Rien à faire pour créer son entreprise sans se heurter à ces familles. Un autre, iranien explique les désordres actuels par le verrouillage de l'économie par quelques clans d'imams qui ont fait fusiller des dizaines de propriétaires de PME pour capter leur business. Plus moyen de créer quoi que ce soit sans se heurter à ces abusifs violents. La France est entrée dans ce mécanisme de frustration générale où quelques dizaines de familles de hauts fonctionnaires verrouillent tous les postes importants et règnent en plus sur le gouvernement, avec un cynisme clanique sans limite. De plus en plus d'élèves de l'ENA se marient entre eux. On devient énarque de père et de mère en fils et en fille. Le népotisme remplace progressivement la méritocratie. Hollande se faisant une coquetterie de tenter de placer ses maîtresses aux principaux postes de l'État est-ce vraiment mieux que Weinstein ?

Le sociologue politique qui se penchera sur l'histoire de la France entre 1970 et 2020 verra que ce demi-siècle aura permis à une mini classe de hauts fonctionnaires de s'emparer de l'argent et du pouvoir sur fond de déréliction nationale presque totale.

Il faut mettre fin à cette dérive. L'élection d'Emmanuel Macron qui est le symbole même de cette capture antidémocratique n'en montre pas le chemin.